

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

N° 2.22 /2022

Séance du 28 juin 2022

Régulièrement convoquée le 17 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 28 juin à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Annick BONNET (suppléante de M. Hervé ANDEOL), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (jusqu'à la délibération 5.01 inclus), M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marie-Josée GAUBERT (suppléante de M. Allain DORLHIAC), Mme Cécile GILLET, Mme Corinne HERAUDEAU, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération 2.16), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOUAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Françoise CAPMAL (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), M. Julien DECORTE (pouvoir à Mme Émeline MEHUKAJ), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Marielle FIGUET (pouvoir à M. Éric PHELIPPEAU), M. Jacky GOUTIN (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOUAR), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à V. ARNAVON), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Laurent CHAUVEAU).

EXCUSÉS : Mme Josiane DUMAS.

ABSENTS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (à partir de la délibération 5.02), M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération 2.15 inclus), M. Norbert GRAVES, Mme Danièle JALAT, Mme Sandrine MAGNETTE, Mme Maryline ROISSAC, Mme Demet YEDILI.

Secrétaire de séance : Mme Aurore DESRAYAUD

2.22 - CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHARGÉ DE PROJET MOBILITÉS

Madame Valérie ARNAVON, Vice-présidente, rapporteur expose à l'assemblée :

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération, sous l'impulsion des élus, souhaite développer une nouvelle ambition politique sur les mobilités, en

particulier sur le volet des mobilités douces, sur lequel la communauté d'agglomération est compétente en termes d'organisation et de planification.

En l'absence de tout document de planification sur les mobilités, Montélimar-Agglomération a décidé de lancer son schéma directeur cyclable et travaille à un Plan des Mobilités Simplifié. Ces démarches nécessitent de se doter d'un chargé de mission mobilités, recruté par voie contractuelle sur un emploi non permanent dans le cadre d'un contrat de projet.

Le poste sera financé par l'ADEME à hauteur de 29.000€/an, maximum 3 ans, sous réserve d'être lauréat de l'appel à projet auquel la communauté d'agglomération a postulé.

Ce contrat de projet sera signé pour une durée de 3 ans.

Affecté au Pôle Environnement - Mobilités durables au sein de la Direction Générale Adjointe Aménagement, l'agent recruté sur cet emploi participera aux fonctions suivantes : mise en œuvre et suivi d'études et de travaux dans le champ de la mobilité et de l'intermodalité, pilotage et élaboration du schéma Directeur Cyclable de Montélimar-Agglomération, pilotage et élaboration du Plan De Mobilité Simplifié (PDMS), pilotage et suivi de l'étude de circulation intercommunale en lien avec le prestataire en charge de ce dossier, suivi de la Délégation de Service Public transport en lien avec le chargé de mission actuel.

L'agent exercera ses fonctions de chargé de mission mobilités à temps complet. La rémunération de l'agent est fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade de recrutement de catégorie A ou B. La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. Le contrat prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu, après un délai de prévenance de deux mois.

Le cas échéant, la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération pourra procéder à une rupture anticipée du contrat de projet après un délai d'un an minimum si le projet/l'opération ne peut pas être réalisée(e) ou si le résultat du projet ou de l'opération a été atteint avant l'échéance prévue au contrat. Dans ce cas, l'agent percevra une indemnité d'un montant égal à 10% de la rémunération totale perçue à la date de l'interruption du contrat.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L.332-24 et suivants,

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la Fonction publique,

Vu la délibération n°2.13 du 09 novembre 2021 portant Tableau des emplois,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER la création d'un emploi non permanent à temps complet relevant de la catégorie A ou B. À ce titre, cet emploi sera pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article L.332-24 du Code de la fonction publique.

L'agent devra justifier d'un diplôme de niveau 2 d'une expérience significative sur un poste équivalent. Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie A ou B, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

L'agent contractuel sera recruté pour une durée de trois (3) ans. Le contrat de projet est renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévu(e) ne sera pas achevé(e) au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. Lorsque le projet ou l'opération ne peut pas se réaliser ou lorsque le résultat du projet ou de l'opération a été atteint avant l'échéance prévue du contrat, l'employeur peut rompre de manière anticipée le contrat après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'effet du contrat initiale (décret n°2020-172 du 27 février 2020). Cette rupture anticipée donne alors lieu au versement d'une indemnité d'un montant égal à 10% de la rémunération totale perçue à la date de l'interruption du contrat.

DE DIRE que le tableau des emplois sera modifié en conséquence,

DE DIRE que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget général, chapitre 012,

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Ont signé le Président et le Secrétaire de séance,
Suivent les signatures

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 04 juillet 2022.

Le Président

Julien CORNILLET